

**REPUBLIQUE FRANCAISE***Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****N° DLM2020-35 - Séance du 10/07/2020**

## ACTES

## 4. Fonction publique

## 4.2 Personnels contractuels

## 4.2.1. Délibérations créations et suppressions d'emplois contractuels.

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	29	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 10 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 3 juillet 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 juillet 2020.

**Présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

**Secrétaire de séance :** François-Xavier CHAZOTTES

**N° DLM2020-35 RECRUTEMENT D'UN COLLABORATEUR DE CABINET**

Sur le rapport de Monsieur Martin FAURE, conseiller municipal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
**Vu** la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique  
**Vu** le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;

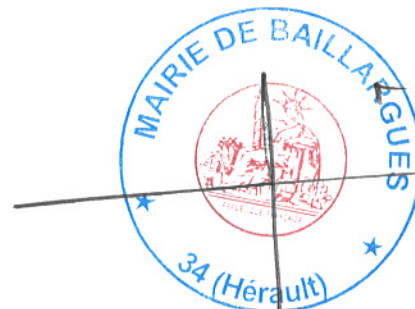
Il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à engager un collaborateur de cabinet,
- De prévoir les crédits nécessaires à ce recrutement,

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Martin FAURE et après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **ACCEPTE** le recrutement d'un collaborateur de cabinet
  - **FIXE** sa rémunération selon les conditions fixées à l'article 7 du décret n°87-1004 qui dispose que le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :
    - d'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par le fonctionnaire en activité ce jour (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité),
    - d'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).
- En cas de vacance dans l'emploi fonctionnel ou dans le grade retenu en application des dispositions de l'article 7 du décret précité, le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.
- **DIT PREVOIR** les crédits nécessaires au budget.

Pour extrait conforme,  
Le 16/07/2020,  
Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*